



Retrait du projet de loi de transformation de la Fonction Publique :

Toutes et tous en grève le 9 mai !

Ce projet de loi présenté le 27 mars dernier en Conseil des Ministres est un dépeçage en règle de la Fonction Publique : 120 000 emplois à détruire d'ici 2022. Le gouvernement voudrait le faire passer en procédure accélérée, avec un vote avant l'été.

Le statut général des fonctionnaires est l'assurance d'un égal accès aux services publics pour toutes et tous sans discrimination. Grâce au Statut Général et aux statuts particuliers, les fonctionnaires exercent l'ensemble de leurs missions indépendamment du pouvoir politique en place.

L'APPLICATION DE CE PROJET DE LOI A LA DGFIP AURA DES CONSEQUENCES IMMEDIATES

La contractualisation

Le nombre d'emplois contractuels va augmenter au détriment des recrutements par concours, notamment pour des postes d'encadrement en vue d'un « management renforcé ».

Or, les recrutements sous contrats en lieu et place de recrutements par concours sous statut conduisent à plus de précarité et à un risque certain de pression du pouvoir politique ou autres sur l'ensemble des collègues.

Notre avenir : la mobilité ou la porte

Les collègues seront obligés de suivre leur mission, y compris en cas d'externalisation vers le privé ou les collectivités locales. La mobilité forcée se généralisera pour tout le monde et même en Direction.

Les agents n'ont désormais plus les mêmes garanties de maintien à résidence ni même celle d'être administrés par la DGFIP.

Un bâillon sur les instances de dialogue social

Les commissions administratives paritaires (CAP) n'auront plus de droit de regard sur les mutations, avancements et promotions. Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) vont fusionner avec les comités techniques (CT), au détriment de la santé et des conditions de travail des fonctionnaires. **Le but : priver les collègues de leur droit à être défendus**

La rémunération au mérite

Le principe est bel et bien acté. Introduire dans la Fonction publique la notion de mérite et donc de rentabilité est un non-sens et va à l'encontre du service public.

L'objectif : une gestion individualisée avec un nivellement des rémunérations par le bas, des primes et avancements pour quelques-uns et quelques-unes et des bas salaires pour tous les autres.

Et, aujourd'hui le gouvernement décide que ce projet de loi doit être examiné en procédure accélérée !!!

POUR TOUTES CES RAISONS, UNE SEULE SOLUTION LA MOBILISATION

Nous appelons toutes et tous à participer massivement aux manifestations :



A Rouen : 10h30 cours Clémenceau
Au Havre : 10h30 Franklin
A Dieppe : 10h30 devant la Mairie



Toutes et tous en grève le 9 mai !

Au plan national, l'intersyndicale DGFIP appelle les collègues à se réunir pour décider des modalités d'action à mettre en œuvre dans les prochains jours et après le 9 mai.

POUR

**L'OUVERTURE DE VÉRITABLES NÉGOCIATIONS
L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS
L'ARRÊT DES RESTRUCTURATIONS
LE RETRAIT DU PLAN "GÉOGRAPHIE RÉVISITÉE"**

**AUGMENTATION
DES RÉMUNÉRATIONS**

NON A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC